



2015
INSTITUTION ADOUR
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Siège : Conseil Général des Landes

Président : Monsieur Jean-Claude DUZER

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mercredi 4 mars 2015 à 13h30

**Conseil Général des Landes
Salle Henri Lavielle**

EXTRAIT DU PROCES VERBAL

Etaient présents : Mme LAFITTE, MM AUROY, CABE, CASTET, COUTURE, DARRIEUX, DUBERTRAND, DUZER, LAHOUN, PASTOURET, PAYROS et VERDIER

Etaient excusés et avaient donné pouvoir : MM LAJUX, SOUDAR

Etaient excusés : MM BEAUQUESTE, CASTAINGS, CAUSSE, CHANTRE, FAUQUE et GUILHAS

COMMUNICATION

Dossier La Barne - Marché de travaux : Délégation au Bureau de l'Institution Adour pour décisions relatives à la fin du marché de travaux y compris la rédaction de protocole transactionnel

Exposé des motifs

Vu le Code des Marchés Publics,

Vu le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux dans sa rédaction issue de l'arrêté du 08 septembre 2009,

Vu le marché n°14002 signé avec les co-traitants solidaires MONTIEUX/EIFFAGE Construction/EIFFAGE Energie pour la réalisation d'une retenue collinaire sur le ruisseau de La Barne,

Vu la réception de chantier avec réserves effectuée le 13 février 2015,

Vu les discussions en cours avec l'entreprise,

Considérant que l'exécution du marché de travaux de l'ouvrage de La Barne doit faire l'objet d'ajustements avec les entreprises y compris au niveau financier,

Considérant que le contrat signé le 10 mars 2014 a donné lieu à un allongement du délai de réalisation et, de ce fait, à l'exécution de prestations supplémentaires. L'allongement de la durée du marché est dû à des contraintes liées aux partenaires de l'Institution Adour notamment les services de la Direction Régionale de l'Environnement et de l'Aménagement et du Logement ainsi que des aléas techniques découverts en phase chantier et des conditions climatiques plus difficiles que prévues initialement. Cette situation a conduit le prestataire à insérer de nouveaux éléments découlant de demandes complémentaires des services régaliens. Le titulaire du marché a fait parvenir un mémoire en réclamations conformément aux dispositions du Cahier des clauses administratives générales applicables au marché public de travaux. Les parties n'ayant pas réussi à s'entendre dans les délais fixés, ils ont, en application des dispositions de l'article 50.5, décidé de recourir à la conciliation à travers la rédaction du présent protocole.

Le protocole conclut la part que l'Institution Adour prend à sa charge en contrepartie de quoi les deux parties renoncent purement et simplement à tout recours et toutes réclamations pour tout objet lié au contrat.

Ainsi l'Institution accepte de transiger sur la prise en charge partielle des postes suivants : travaux réalisés en période hivernale, réhabilitation partielle du chemin de Plaisance pour accès au chantier en période hivernale, réalisation de reconnaissances géotechniques supplémentaires, la sur-largeur de digue, allongement de la conduite de vidange pour une longueur de mise en place de 90 ml au lieu de 80 ml définie au projet et modification de la catégorie de béton.

Les négociations n'étant pas achevées, cette liste pourra être modifiée dans le protocole final.

Considérant que les délais de réalisation de ces entrevues et de prise de décisions ne permettront pas la réunion d'un prochain Conseil d'administration,

Il est proposé que le Conseil d'administration délègue au Président de l'Institution les questions liées à la poursuite et à la finalisation du marché de travaux sous toutes ses composantes et notamment son volet financier,

.../...

27.03.15
1402
LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE

- Le Président est compétent pour régler toutes questions relatives au marché de travaux n°14002 concernant la construction de la retenue de La Barne y compris sous ses aspects financiers et pour rédiger un protocole transactionnel
- La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
Conseil Général des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

